
BUREAU NATIONAL de l'U.N.E.F. - (29 AVRIL 1969)

Un an après la crise révolutionnaire de MAI, De Gaulle s'en va : ainsi, l'épisode du Référendum marque une étape importante dans le développement de la crise de la bourgeoisie. Cependant, que l'on ne s'y trompe pas : si la levée des forces populaires en Mai dernier a accentué les contradictions du capitalisme français, la chute de De Gaulle n'en est que le contre-coup indirect : l'échec du "Oui" au Référendum n'est pas dû directement à une offensive populaire, mais à l'hostilité actuelle d'une partie de la bourgeoisie à la forme bonapartiste qu'avait pris depuis onze années le régime, et qui devenait un obstacle à ses projets ; l'exercice du pouvoir par un individu, lié à la liquidation du système parlementaire a finalement, une fois la crise passée, accru les mécontentements de ces couches. C'est donc la désertion d'une faction du grand capital qui explique l'échec gaulliste du 27 Avril.

Mais le régime mis en place par De Gaulle subsiste. Si la "victoire" du "Non" permet de lever un premier blocage de la situation politique au sommet, elle ne résout en fait aucun des problèmes réels posés. Elle tend, au contraire, à jeter un voile sur la situation ; on assiste à la relève d'une fraction de la bourgeoisie par une autre fraction de la bourgeoisie, incarnée aujourd'hui par POMPIDOU ou POHER.

On se doit de noter, et ceci dans la mesure où les organisations des travailleurs ont accepté le terrain référendaire, tendant à abandonner la nécessaire lutte de la classe ouvrière sur ses propres objectifs, n'est, comme nous l'avons déjà vu, une victoire de la classe ouvrière. En acceptant ce terrain, sans provoquer une mobilisation anti-capitaliste, cette victoire ouvre aujourd'hui la porte à toutes les spéculations démagogiques qui ne sont, certes, pas faites pour clarifier la situation. Cependant, le refus des organisations ouvrières de se voir intégrer, le refus des travailleurs de cautionner tout corporatisme, a contribué à cette "victoire", malgré les ambiguïtés qu'elle comporte. On peut d'ailleurs se demander si dans cette situation de contradictions accrues à l'intérieur de la bourgeoisie, les travailleurs ne sont pas en train de devenir une force d'appoint des différentes solutions de la bourgeoisie.

Toutefois, l'on ne saurait sous-estimer l'importance du départ de De Gaulle. Les contradictions de la bourgeoisie, loin de s'atténuer, vont s'exacerber, offrant à la classe ouvrière et à ceux qui se battent à ses côtés, l'occasion d'une intense mobilisation. Par la mobilisation de masse, la classe ouvrière, les étudiants peuvent créer les conditions d'un rapport de forces plus favorable. En même temps que doivent être ouvertes des perspectives politiques claires, peuvent donc, sur tous les terrains, dans les entreprises et l'Université, se développer les luttes de masse contre la politique d'intégration, de participation et d'austérité. C'est en affaiblissant la bourgeoisie sur tous les terrains et donc y compris celui de l'Université, que l'on peut provoquer sa chute.

Le sens de la bataille est donc clairement défini. Un an après MAI, une nouvelle étape doit montrer que le combat continue.

.../...

Dans la conjoncture actuelle, où malgré tout, la bourgeoisie reste au pouvoir, et où elle garde l'initiative, plus que jamais pour que quelque chose de fondamental se passe, il faut que l'initiative en revienne à la classe ouvrière. Bien que le mouvement étudiant se doit de mobiliser sur son terrain, sur ses propres thèmes, il se doit d'éviter toute action minoritaire qui l'isolerait, rendant ses actions incompréhensibles et surtout le rendrait plus vulnérable encore à la répression bourgeoise.

Le mouvement étudiant ne doit, ni renier ses options, ni croire que tout peut recommencer mécaniquement. C'est pourquoi, le premier travail à faire à l'occasion de la tenue d'assemblées dans les facultés est l'explication de la signification profonde de la crise du régime et sur les perspectives qu'elle ouvre.

Au cours de ces assemblées, devront être mis en avant les mots d'ordre du mouvement étudiant, s'exprimant notamment par :

- * la lutte contre la participation, qui vise, comme l'a souvent indiqué l'UNEF, à faire cautionner par les étudiants la main mise du capital sur l'université, à cautionner par les étudiants eux-mêmes leur propre intégration.
- * la lutte autour des examens, clé de voûte de l'Université bourgeoise, qui sont en fait de véritables instruments d'intégration et de ségrégation sociale, de la hiérarchisation de la société, de sélection malthusienne et de répression.
- * lutte contre la répression, et ceci sous la forme d'une action pour l'abolition des décrets du 12 Juin 1968 (interdiction des organisations d'extrême-gauche) et du décret du 13 décembre donnant des pouvoirs exceptionnels aux recteurs, pour le rappel des onze étudiants pour lesquels le Conseil Supérieur de l'Education Nationale avait proposé leur réintégration à l'Université, et enfin pour l'obtention du libre exercice des libertés politiques et syndicales»
- * le soutien résolu aux luttes ouvrières contre la diminution du pouvoir d'achat, l'augmentation des cadences, les conditions d'embauche et de licenciements.
- * luttes internationales dans ce qu'elles ont d'anti-capitaliste et anti-impérialiste. C'est pourquoi, et dans la mesure où les travailleurs espagnols et italiens se battent, les uns contre le fascisme, les autres contre les forces de police, qui entérinent toute une série de licenciements, se battent aussi et sans ambiguïté contre le capitalisme. C'est pourquoi notre soutien va aussi aux Peuples VIETNAMIEN et PALESTINIEN qui luttent contre l'impérialisme ou leurs agents locaux.
- * tous ces thèmes d'action ne pourront être menés à bien que si le mouvement étudiant continue son unification et son organisation comme le texte du Congrès de Marseille l'indiquait. Unification et structuration qui ne peuvent se faire que dans l'UNEF, organisation de lutte du mouvement étudiant.

C'est sur ces thèmes, et sur l'option politique qu'ils représentent que l'UNEF appelle l'ensemble des étudiants à manifester en masse, le 1er MAI, dans les cortèges UNEF. La journée du 1er MAI nous paraît importante, non seulement par ce que symboliquement elle représente, mais parce que, venant après le Référendum, elle peut marquer le désir de lutte de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous regrettons l'erreur politique des organisations syndicales de la classe ouvrière qui ne participent pas à cette journée. L'épisode du 27 Avril ne doit pas être le prologue d'une nouvelle bataille électorale se faisant en dehors des luttes de masse et contre elles.

U.N.E.F.